

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Grave-crise-politique-en-Bolivie-et-repression-violente>

Grave crise politique en Bolivie et répression violente

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mardi 14 octobre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La Bolivie est plongée dans une crise politique et sociale aiguë, avec la défection de quatre ministres du gouvernement du président Sanchez de Lozada, dont le ministre du Développement Economique, Jorge Torres, membre éminent du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR, social-démocrate), et trois ministres du NFR, pour marquer leur désaccord avec la violente répression de manifestations anti-gouvernementales qui a fait près de 60 morts en trois semaines.

Dans la seule journée de lundi, au moins 13 civils ont été tués, et une centaine de personnes ont été blessées à La Paz et à El Alto tandis que le conflit gagnait San Julian, près de Santa Cruz, dans la plaine de l'est, zone la plus riche du pays, avec la mort d'un manifestant.

Le président Gonzalo Sanchez de Lozada, 73 ans, a annoncé qu'il ne démissionnerait pas, en dépit du fait que le vice-président Carlos Mesa, lui a retiré son soutien. L'Eglise catholique a lancé un appel priant le chef d'Etat de "ne négliger aucune option pour une solution urgente et non autoritaire" .

Les Etats-Unis ont exprimé leur soutien au président Sanchez de Lozada, avertissant qu'ils "ne toléreraient" aucune tentative anti-démocratique visant à renverser le gouvernement. Les forces armées ont également promis d'agir "avec fermeté" contre les auteurs de troubles. Le chef de l'Etat a dénoncé une conspiration menée selon lui par l'opposition indienne de Bolivie, conduite par Evo Morales, le leader des producteurs de feuilles de coca (n'est pas assimiler à la production de cocaïne, qu'elle est industriel et n'est pas fait par les indiens de l'altiplano qu'eux la consomment en thé ou mâchée pour combattre le mal des hauteurs), et Felipe Quispe, le chef des paysans d'ethnie aymara. Les manifestations, lancées il y a trois semaines pour protester contre la décision du gouvernement d'exporter du gaz naturel via le Chili ont été dès le début violemment réprimées par l'armée et la police.

Pour apaiser les esprits, le gouvernement avait annoncé lundi qu'il n'allait pas exporter du gaz naturel avant le 31 décembre et consulter auparavant la société civile sur la politique énergétique du pays.